INTRODUCTION

E PLURIBUS PLURIBUS ? IL Y A TANT DE FAÇONS D'ÊTRE CANADIEN

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut canadien des identités et des migrations. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a donné des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, sur les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des journaux et des journaux à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur des questions d'immigration, de multiculturalisme, de droits de la personne et de langues officielles.

Pour marquer le 50e anniversaire de l'Association d'études canadiennes (1973–2023), nous avons posé la question « qui sommes-nous » en tant que peuple(s) aux contributeurs de ce numéro de *Thèmes Canadiens*. Le rapport qui a donné naissance à l'AEC est celui de Tom Symons, *To Know Ourselves*, et depuis un demi-siècle, notre organisation se penche sur cette question par le biais de conférences, d'enquêtes et de publications. Il est fort probable que nous continuerons à le faire dans les décennies à venir, car le seul consensus qui se dégage des contributions à ce numéro de *Thèmes Canadiens*, c'est qu'il n'y a pas de consensus. Inviter des experts à examiner et à définir notre identité tend à déboucher sur un constat de désaccord. Nous sommes en effet un pays aux personnalités multiples et/ou divisées. Nous sommes constamment confrontés à la tâche de nous réconcilier ou d'accepter qui nous sommes collectivement tout en faisant des efforts pour nous réconcilier.

En fait, il y a de la diversité dans notre propre diversité. Selon l'éminent philosophe Charles Taylor, pour nous connaître en tant que peuple(s), nous devons penser en termes de diversité profonde. Il insiste sur le fait que la question de savoir si les Canadiens peuvent accepter la diversité profonde qui est la « seule formule sur laquelle un Canada fédéral uni peut être reconstruit ».

D'autres éléments se dégagent des nombreuses observations qui découlent des textes qui suivent. L'une d'elles est l'évolution du discours des leaders d'opinion au Canada, qui utilisent de plus en plus le terme « diversité » plutôt que « multiculturalisme » pour décrire les identités multiples et croisées du pays. C'est ce que démontrent amplement les recherches menées par Larregue et Warren dans leur revue de quinze années de soumissions (2006–2021) au Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH). En outre, Ils signalent que le thème du colonialisme fait l'objet d'une attention particulière dans les projets de recherche menés par des universitaires canadiens en sciences humaines, qui décrivent de plus en plus la société canadienne comme étant une colonie de peuplement et/ou une société racisées.

Les textes qui suivent révèlent également l'importance historique de la réconciliation entre les peuples et les communautés qui sont présentés en terme binaire/bilatéral et donc de plus en plus souvent comme autochtones et non-autochtones (ou autochtones et colons), français et anglais, locaux et personnes nées à l'étranger, etc. Le défi posé par la diversité profonde est de savoir si ces approches binaires peuvent unir les deux parties autour d'une vision commune où des identités plurielles sous-tendent généralement à la fois le « eux » et le « nous ».

Une autre observation qui ressort des textes est le fossé discursif entre les universitaires et les décideurs politiques, d'une part, et le grand public, d'autre part, avec l'utilisation par les premiers d'une terminologie qui n'est pas toujours bien comprise par ce dernier. Il ne s'agit en aucun cas d'un phénomène nouveau, mais on peut se demander si le fossé ne s'élargit pas. Dans son essai, John Milloy souligne l'importance de la confiance personnelle et institutionnelle dans le processus de réconciliation et exprime sa crainte que le déclin de la confiance dans les élites ne compromette les efforts de réconciliation.

Comme indiqué plus haut, Charles Taylor observe que pour construire un pays inclusif, le Canada devrait soutenir une diversité « profonde », dans laquelle la pluralité des modes d'appartenance serait également reconnue et acceptée. En effet, il préconise la prise en compte de la multitude de façons d'être Canadien, de sorte qu'une personne d'origine italienne à Toronto ou une personne d'origine chinoise à Vancouver puisse se sentir Canadienne en tant que titulaire de droits individuels au sein d'une mosaïque multiculturelle. Un Québécois, un Cri ou un Déné peuvent aussi avoir un sentiment d'appartenance très différent : ces personnes font partie du Canada en tant que membres de leurs communautés nationales. Réciproquement, le Québécois, le Cri ou le Déné accepterait la parfaite légitimité de l'identité « mosaïque ».

Dans les années 1980, Teresa Woo-Paw a été inspirée par le message associé au multiculturalisme canadien. Le cadre législatif appelait à la reconnaissance du « droit de tous les individus à préserver et à partager leur patrimoine culturel tout en conservant leur droit à une participation pleine et équitable

à la société canadienne ». Elle observe que si certaines barrières ont été levées et que les dirigeants sont désormais plus diversifiés, l'expérience des minorités n'en demeure pas moins parsemée d'embûches à surmonter. La vérité et la réconciliation avec les peuples autochtones, *Black Lives Matte*r, l'islamophobie, la résurgence de l'antisémitisme et le racisme anti-asiatique requièrent un examen et, ultimement, un changement systémique ou institutionnel. Woo-Paw suggère que nous devons nous rappeler les principes énoncés dans la *Loi canadienne sur le multiculturalisme*, qui visait à éliminer les obstacles, et invite les dirigeants à agir en conséquence.

Richard Bourhis souligne l'importance des identités multiples et suggère qu'il est essentiel de les considérer comme additives afin de contribuer à un moi personnel plus intégré et harmonieux. L'idée d'une société libre, plurielle et démocratique, comme le Canada, est de permettre à tous les individus d'exprimer et de vivre leurs identités multiples sans les forcer à s'identifier à une seule catégorie nationale, ethnique, religieuse ou de genre. La cohésion sociale se développe en permettant aux individus d'exprimer une multitude d'identités sans être accusés de traîtrise, punis ou répudiés par le groupe auquel ils appartiennent ou par la majorité dominante.

Liane Roy, présidente du FCFA, décrit le Canada comme un pays composé de trois composantes principales : les peuples autochtones, les francophones et les anglophones. Elle estime qu'il n'y a pas une seule histoire nationale au Canada, mais plutôt plusieurs histoires nationales qui doivent encore être fusionnées en une compréhension commune de qui nous sommes et d'où nous venons en tant que Canadiens. Les francophones du Canada ont leur propre histoire, qui comprend la fondation de la Nouvelle-France, la fondation de l'Acadie, la fondation du Québec, le rôle des francophones dans la fondation de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Mme Roy insiste sur l'importance du vivre ensemble et considère l'immigration non seulement comme une solution économique, mais aussi comme un élément essentiel pour soutenir notre diversité et notre ouverture sur le monde. Bien que le Canada en tant que pays s'efforce d'être inclusif et de valoriser les minorités, ce n'est pas une évidence car l'intolérance et les discours de haine restent très problématiques.

Mon article traite de l'idée que le Canada est un État post-national, un terme que le premier ministre Justin Trudeau a utilisé en 2015 pour décrire le pays. Lorsqu'on demande aux Canadiens « combien y a-t-il de nations dans le pays ? », il y a d'importantes différences d'opinion qui peuvent être observées au Québec lorsqu'on le compare au reste du Canada. Pendant la majeure partie du vingtième siècle, la plupart des gens avaient tendance à assimiler la nation au pays (et beaucoup le font encore).

Un sondage réalisé par Léger Marketing pour l'Association d'études canadiennes en juillet 2022 révèle que près d'un Québécois sur six pense qu'il y a une seule nation au Canada, cette opinion est soutenue par près d'une personne sur deux en dehors du Québec (avec quelques variations entre l'Ontario et la Colombie-Britannique et les autres régions du pays). Environ 60 % des Québécois pensent qu'il y a au moins dix nations au Canada.

Le post-nationalisme ou le non-nationalisme sont des termes qui visent à décrire des États qui ne possèdent pas une « identité centrale » ou de « culture

officielle » et où les États-nations et les identités nationales perdent donc de leur importance. S'il est vrai que le Canada n'a pas de culture unique ou singulière, il n'est pas certain que les identités nationales perdent de leur importance. Cependant, en décrivant le Canada comme un pays post-national, on constate une confusion persistante quant à la signification et à l'utilisation du terme « nation ».

Julien Larregue et Jean-Philippe Warren apportent un éclairage important sur l'évolution du discours dans les universités en examinant toutes les demandes de subvention du Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH). Leur analyse met en évidence une nette évolution des thèmes de recherche au cours des quinze dernières années (2006–2021). Ils observent que les demandes portant sur le multiculturalisme ont été largement remplacées par une approche axée sur la diversité. Les études sur les groupes ethniques ont cédé la place à un intérêt beaucoup plus marqué pour les groupes autochtones ou racisés. Ils concluent que si l'opinion publique canadienne reste attachée à l'idéal d'une société multiculturelle, les chercheurs canadiens abandonnent les termes « multiculturalisme » et « interculturalisme » (et leurs dérivés) et donnent la priorité aux travaux sur la colonisation et la racialisation, tout en décrivant la colonisation de peuplement.

John Milloy affirme que le fait d'être Canadien a toujours été une question de dialogue et de discussion. Jusqu'à présent, la toile de fond de toutes ces discussions a été la construction d'une nation et il pense que nous devrions être fiers du Canada que nous avons construit, avec toutes ses imperfections. Cependant, il se demande si la manière dont nous entretenons le dialogue n'a pas fait son temps. Il estime notamment que les élites traditionnelles qui mènent une grande partie du dialogue ont perdu leur crédibilité auprès de la plupart des Canadiens. La nature du dialogue allant du sommet vers la base impliquait des institutions telles que les gouvernements, les universités, les entreprises et les communautés religieuses qui sont aujourd'hui perçus avec un certain cynisme et, dans de nombreux cas, considérés comme des reliques du colonialisme et des défenseurs du statu quo. Il propose que nous réfléchissions aux acteurs les mieux placés pour gérer les conflits intergroupes dans le pays.

Dans leur essai, Carla Peck et Alan Sears partagent les résultats d'une enquête sur la manière dont les enseignants appréhendent le concept de diversité ethnique. La majorité des enseignants interrogés ont affirmé qu'au cours de leur carrière, ils n'avaient jamais réfléchi personnellement à leur identité ethnique. Par conséquent, ils n'ont pas non plus beaucoup réfléchi à la manière dont ces identités pouvaient influencer leur enseignement et leur interaction avec leurs élèves et leurs familles. La plupart des enseignants partent plutôt du principe que tout le monde partage les mêmes valeurs fondamentales, ou qu'ils devraient les partager. Peck et Sears concluent donc que les enseignants veulent enseigner la diversité sans tenir compte de la différence des uns et des autres. Les enseignants ont expliqué à plusieurs reprises que la chose la plus importante à souligner dans l'enseignement de la diversité sont les caractéristiques que les gens ont en commun. Ils concluent qu'une telle approche de la diversité ethnique a de graves conséquences non seulement sur l'enseignement de la diversité, mais aussi sur la manière dont les enseignants réagissent et interagissent avec les élèves (et les familles des élèves) dans leurs classes.

Le mot de la fin dans ce volume est attribué au statisticien en chef du Canada, Anil Arora, en collaboration avec Maire Sinha et Sharanjit Uppal. Ils appellent à une vision équilibrée de notre pays lorsqu'il s'agit de réfléchir à son identité nationale et soulignent l'importance de reconnaître les bons et les mauvais côtés pour aller de l'avant ensemble. Ils notent que la croissance démographique future du Canada dépendra de plus en plus de l'immigration et de l'intégration dans notre marché du travail axé sur la connaissance, face au vieillissement de la population et aux exigences associées pour nos systèmes sociaux. Arora et coll. affirment que nous devrons nous attaquer à la tendance baissière de la propension des immigrants à devenir des citoyens canadiens. Cela permettra aux nouveaux canadiens et à leurs enfants de rester et de réussir au Canada pour les générations à venir. Pour soutenir l'identité canadienne, il faudra que nos identités croisées coexistent ensemble dans une certaine harmonie et qu'elles soient portées par un ensemble de valeurs communes.